|  |  |  |
| --- | --- | --- |
|  | **CONVENTION SUR****LES ESPÈCES****MIGRATRICES** | UNEP/CMS/COP14/Doc.13.2/Rev.11 février 2024FrançaisOriginal : Anglais |

14ème SESSION DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES

Samarcande, Ouzbékistan, 12 – 17 février 2024

Point 13 de l’ordre du jour

**BUDGET POUR 2024-2026 ET PROGRAMME DE TRAVAIL POUR**

**LA PÉRIODE INTERSESSIONS ENTRE LA COP14 ET LA COP15**

*(Préparé par le Secrétariat)*

Résumé:

Conformément à la Résolution 13.2 *Questions financières et administratives*, le Secrétariat a préparé une proposition de budget pour la période triennale 2024-2026, qui comprend trois scénarios de budget.

La révision 1 est publiée pour corriger et supprimer le texte qui a été inclus par inadvertance dans le paragraphe 10 du projet de Résolution, qui figure à l'Annexe 5. Elle tient également compte du fait que le programme de travail pour la période intersessions 2024-2026 ne sera finalisé qu'après la COP14 et fournit un texte pour refléter ce fait au paragraphe 14 du projet de Résolution.

Le document devrait être considéré conjointement avec le document UNEP/CMS/COP14/Doc.13.1 *Exécution du budget de la CMS 2021-2023* et le document UNEP/CMS/COP14/Doc.13.3 *Mobilisation des ressources*.

**BUDGET POUR 2024-2026 ET PROGRAMME DE TRAVAIL POUR**

**LA PÉRIODE INTERSESSIONS ENTRE LA COP14 ET LA COP15**

Contexte général

1. Ce document répond à la Résolution 13.2. *Questions financières et administratives* adoptée par la Conférence des Parties lors de sa 13e Session (COP13), où il a été décidé que le Secrétariat fournirait une proposition de budget triennal et la mettrait à la disposition des Parties 90 jours avant la date fixée pour l’ouverture de la réunion ordinaire de la COP au cours de laquelle elle doit être examinée.
2. La Résolution 13.2 demande au Secrétariat de préparer des propositions budgétaires sur le même modèle que celui qui a été présenté et adopté par la COP13, notamment un tableau des effectifs indiquant les postes qui sont pourvus au sein du Secrétariat pour examen par de prochaines réunions de la Conférences des Parties, y compris, au minimum, un scénario de budget à croissance nominale zéro et un scénario de budget à croissance réelle zéro, en consultation avec le Sous-comité des finances et du budget. Le Secrétariat organisera une réunion avec le Sous-comité des finances et du budget avant la COP14 pour discuter des scénarios proposés.
3. Une proposition de Programme de travail pour la période intersessions entre la COP14 et la COP15 sera disponible à l’Annexe 6.

Budget intérimaire pour 2024

1. La 14e Session de la Conférence des Parties a été reportée et aura lieu entre les 12 et 17 février 2024. Cependant, le budget actuel de la CMS, fixé par la Résolution 13.2, expire à la fin de l’année 2023. Par conséquent, le Secrétariat a préparé un budget intérimaire pour 2024 pour adoption (via une procédure d’approbation tacite) par une Session extraordinaire de la Conférence des Parties du 28 novembre au 1er décembre 2023. Le budget triennal pour 2024-2026 et le barème des contributions à adopter lors de la COP14 remplaceront le budget intérimaire pour 2024 ainsi que le barème des contributions.

Propositions de projet de budget pour 2024-2026

# Introduction et facteurs pertinents pour tous les scénarios

1. En se basant sur le budget pour 2021-2023 adopté par la COP13 et sur l’exécution du budget de la CMS 2021-2023 (UNEP/CMS/COP14/Doc.13.1), la proposition actuelle comprend trois scénarios différents pour la période triennale 2024-2026, comme résumé ci-dessous :
	* Scénario1 : Croissance nominale zéro en ce qui concerne le budget2021-2023 ;
	* Scénario 2 : Croissance réelle zéro en ce qui concerne le budget 2021-2023 ;
	* Scénario3 : Croissance modérée.
2. Les coûts de personnel pour tous les scénarios sont basés sur les coûts salariaux standard avec un taux d’inflation de 2 %, comme dans les propositions budgétaires précédentes.
3. De même, à l’exception du scénario de croissance nominale zéro, le taux d’inflation de 2 % a également été appliqué aux postes budgétaires restants tels que les services contractuels, l’équipement, les fournitures et les frais de déplacement du personnel.

Principales considérations

1. L’examen de ces trois scénarios doit tenir compte d’un certain nombre de facteurs.
2. Tout d’abord, la CMS dispose d’un mandat unique et essentiel en tant que seule Convention mondiale des Nations Unies traitant de la conservation et de l’utilisation durable des espèces migratrices et de leurs habitats. Aujourd’hui plus que jamais, elle doit être bien équipée pour remplir ce mandat, notamment en raison de l’état de la perte de biodiversité, du changement climatique et d’autres défis mondiaux.
3. Le tout premier rapport sur les espèces migratrices dans le monde sera lancé lors de la COP14. Il étaye l’état de conservation et les principales menaces qui pèsent sur les espèces migratrices, en particulier la surexploitation des espèces migratrices ainsi que la perte et la fragmentation de leur habitat, et propose des solutions concrètes.
4. Il est prévu que la COP14 de la CMS adopte un ensemble important de résolutions et de décisions qui contribueront directement à la réalisation du Cadre mondial de la biodiversité de Kunming-Montreal pour l’après-2020 ainsi qu’à d’autres priorités mondiales. La COP14 adoptera également un nouveau Plan stratégique pour les espèces migratrices pour la période 2024-2032, qui guidera les Parties et les parties prenantes dans la hiérarchisation de leurs actions, et qui contribuera à la réalisation du Cadre mondial de la biodiversité pour l’après 2020, du Programme de développement durable à l’horizon 2030 et d’autres engagements mondiaux. La COP14 examinera de nouveaux programmes de travail et d’actions concernant les voies de migration, les cétacés et le changement climatique. Elle évaluera les nouvelles lignes directrices mondiales et les meilleures pratiques sur des questions clés telles que les infrastructures, les énergies renouvelables et la pollution lumineuse. Elle examinera également l’ajout de 14 espèces supplémentaires à ses Annexes. Elle permettra des avancées dans de nombreux domaines de travail sur les espèces aviaires, terrestres et aquatiques, ainsi que dans les principaux travaux transversaux, notamment en matière de législation nationale. Le budget pour 2024-2026 doit soutenir le fonctionnement efficace des organes subsidiaires de la CMS et doter le Secrétariat de la CMS de ressources adéquates pour mener à bien ses mandats importants.
5. Deuxièmement, alors que les trois scénarios de budget sont basés sur des coûts salariaux standard pour le lieu d’affectation de Bonn, les coûts salariaux réels sont actuellement beaucoup plus élevés, en particulier pour les postes d’administrateurs. Cela est dû à un certain nombre de facteurs, notamment à l’augmentation des coûts de personnel due aux ajustements de postes, ainsi qu’aux augmentations normales de salaire en cours de carrière. De même, alors qu’un taux d’inflation de 2 % a été appliqué pour les coûts de personnel et autres coûts de fonctionnement dans tous les scénarios, en réalité, les taux d’inflation relevés dans les différents lieux d’affectation ont varié entre 3 et 6 % au cours de la période 2021-juin 2023.

1. Troisièmement, conformément à l’autorité conférée par le paragraphe 18 de la Résolution 13.2, le Secrétariat s’est efforcé, au cours de la période triennale écoulée, de pourvoir les postes vacants et de reclassifier les postes en fonction des besoins. À l’exception du poste de Secrétaire exécutif adjoint (discuté dans le scénario 3), le Secrétariat a été en mesure de pourvoir tous les postes d’administrateurs. De plus, le Secrétariat a pratiquement terminé la reclassification d’un certain nombre de postes existants au cours de la période triennale, conformément à l’examen indépendant de la classification des postes de la CMS mené en octobre 2016. Quatre postes d’agents des services généraux ont été reclassifiés entre 2021 et 2023 (trois de GS4 à GS5, et un de GS5 à GS6), ainsi qu’un poste d’administrateur (de P2 à P3, chef de l’unité Gestion de l’information et communication). Les coûts associés à la reclassification de ces postes sont comptabilisés dans les trois scénarios.
2. Quatrièmement, depuis juin 2015, le Secrétariat des Nations Unies a déployé un nouveau système de planification des ressources, « Umoja », pour rationaliser les processus opérationnels des organisations des Nations Unies. Bien que les coûts de déploiement d’Umoja aient été initialement absorbés par le siège de l’ONU et le PNUE, depuis 2018, ces coûts ont été répercutés sur les entités utilisatrices. Dans le passé, les coûts d’Umoja étaient couvert par le recouvrement des coûts d’appui au programme (PSC) pour l’ensemble de la famille CMS, y compris le Secrétariat de la CMS. Toutefois, en février 2021, une nouvelle méthode de répartition des coûts a été mise en œuvre par le Bureau du Contrôleur du siège de l’ONU. Cela a conduit à des augmentations pour les Secrétariats de la famille CMS de 88 770 USD pour 2021, soit presque le triple du montant que la famille CMS a payé annuellement entre 2018 et 2020. Pour 2022 et 2023, la famille CMS s’est vu imputer respectivement 88 770 USD et 104 800 USD sur les revenus au titre des PSC.
3. Le 52e Comité permanent a recommandé au Secrétariat d’inclure le coût d’Umoja dans la proposition de budget de base pour 2024-2026 car il s’agit d’un coût direct associé à la mise en œuvre de la Convention, comme le sont d’autres coûts de fonctionnement du Secrétariat, et les revenus au titre des PSC ne sont plus en mesure de couvrir la dépense. En conséquence, le coût d’Umoja est comptabilisé dans les scénarios 2 et 3.
4. Enfin, les arriérés restent élevés, comme le décrit en détail le document de la COP UNEP/CMS/COP14/Doc.13.1 *Exécution du budget de la CMS 2021-2023*.

# Scénarios de budget pour 2024-2026

1. Les propositions budgétaires suivent le même modèle que celui présenté et adopté par la COP13. Des détails supplémentaires pour chaque scénario sont fournis à l’Annexe 3. Les chiffres en rouge dans le budget proposé indiquent une augmentation du coût du poste budgétaire par rapport aux scénarios précédents. L’Annexe 4 donne un aperçu du barème des contributions payables par les Parties pour la période 2024*-*2026, avec des contributions annuelles moyennes indicatives conformément au budget proposé. L’Annexe 4 présente également, à des fins de comparaison, les contributions fixées pour la période 2021*-*2023.

# Scénario1 : Croissance nominale zéro en ce qui concerne le budget 2021*-*2023

1. Dans le cadre du scénario 1, aucune augmentation n’est prévue en ce qui concerne le budget approuvé pour la période triennale 2021*-*2023. Cette option prévoit le financement de tous les postes permanents du Secrétariat qui sont actuellement pourvus (ou en cours de recrutement), en utilisant le coût salarial standard de la COP13 avec une augmentation de 2 % par an. Les chiffres pour les postes budgétaires restants sont les mêmes que ceux adoptés par la COP13. Pour maintenir le même niveau de budget dans ce scénario, aucun fonds n’est alloué pour les réunions des organes directeurs, tels que les services de la COP, les réunions du Comité permanent et les réunions du Comité de session du Conseil scientifique, ni pour les déplacements du personnel à la COP15. En outre, les coûts liés à l’évolution du personnel a été réduit de deux tiers par rapport au budget de la COP13. Par conséquent, le Secrétariat devra mobiliser des ressources extrabudgétaires pour organiser les réunions des organes directeurs et pour les autres domaines pour lesquels aucun financement n’est prévu.

|  |
| --- |
| **Coûts totaux par catégorie pour la période 2024-2026 (en euros)** |
| Personnel |  6 792 077  |
| Services contractuels |  334 248  |
| Coûts de fonctionnement |  353 570  |
| Fournitures |  19 214  |
| Équipement |  34 784  |
| Voyages |  211 018  |
| Dépenses d’appui au programme |  1,006 838  |
| **Grand total à partager entre les Parties** |  **8 751 748**  |

# Scénario 2 : Croissance réelle zéro en ce qui concerne le budget 2021-2023

1. Dans le cadre du scénario 2, une augmentation de 11,56 % est prévue en ce qui concerne le budget approuvé pour la période triennale 2021*-*2023. Tous les postes du personnel permanent actuellement pourvus (ou en cours de recrutement) seraient maintenus au coût salarial standard de la COP13 avec une augmentation de 2 %, et un taux d’inflation supplémentaire de 2 % serait appliqué pour tous les postes budgétaires, comme approuvé par la COP13.
2. Ce scénario inclut également le coût d’Umoja : 153 020 euros pour la période triennale, soit 50 000 euros par an. Le coût est basé sur le nombre de membres du personnel du Secrétariat multiplié par le coût estimé d’Umoja par tête (2 500 euros).
3. Enfin, le scénario 2 inclut les coûts actualisés des réunions des organes directeurs, qui ont augmenté en raison de la hausse des coûts de déplacement et des dispositions logistiques telles que la sécurité et la restauration dans les locaux des Nations Unies à Bonn. L’augmentation totale du coût des réunions du StC s’élève à 11 371 euros pour la période triennale. En outre, comme l’a demandé le Comité de session lors de sa 6e réunion, le Secrétariat a préparé une évaluation du coût de l’augmentation du nombre de conseillers nommés par les Parties (un membre par région) soit cinq membres supplémentaires, comme indiqué dans le document de la COP14 UNEP/CMS/COP14/Doc15.1. Si la COP14 accepte cette proposition, l’augmentation totale du coût des réunions du ScC-Sc s’élèvera à 59 321 euros pour la période triennale.

|  |
| --- |
| **Coûts totaux par catégorie pour la période 2024-2026 (en euros)** |
| Personnel |  6 792 077  |
| Services contractuels |  700 522  |
| Coûts de fonctionnement |  570 357  |
| Fournitures |  20 390  |
| Équipement |  36 913  |
| Voyages |  519 576  |
| Dépenses d’appui au programme |  1 123 179  |
| **Grand total à partager entre les Parties** |  **9 763 014**  |

# Scénario3 : Croissance modérée

1. Le scénario 3 est basé sur le scénario 2, avec l’ajout de fonds pour renforcer la capacité du Secrétariat en ajoutant un nombre limité de nouveaux postes et en augmentant la quantité de matériel et de services techniques et d’information de base. Ce scénario vise à : i) financer le poste de Secrétaire exécutif adjoint ; ii) fournir une augmentation raisonnable du contingent actuel de personnel en ajoutant 2 postes d’administrateurs P2 et 1,5 poste de services généraux (GS) ; et iii) ajouter un petit montant de financement pour la gestion de l’information. Le scénario 3 prévoit une augmentation de 17,09 % en ce qui concerne le scénario de budget à croissance réelle zéro. Les détails des changements proposés et les justifications sont présentés ci-dessous.
2. Secrétaire exécutif adjoint. Le poste de Secrétaire exécutif adjoint (DES), qui fait partie du Bureau exécutif, existe depuis août 2000. Le poste est devenu vacant lorsque le titulaire a pris sa retraite en décembre 2017. Le poste de DES est essentiel pour le bon fonctionnement du Secrétariat. Il s’agit du seul poste P5 au sein du Secrétariat de la CMS. Un financement insuffisant a été prévu pour ce poste dans le budget adopté par la COP13, qui a donné la priorité à un nouveau poste P2 Espèces aviaires et a cherché à réaliser des économies sur le poste DES vacant. Avant la COP13, une partie du financement du poste DES a été utilisée pour recruter un juriste sur une base temporaire pour diriger le travail du Secrétariat portant sur le programme de législation nationale, le mécanisme d’examen et d’autres questions juridiques. Avec les fonds disponibles, le Secrétariat a recruté un juriste – un poste essentiel pour les Secrétariats des accords multilatéraux sur l’environnement (AME) – qui manquait à la CMS. Toutefois, le recrutement d’un juriste ne diminue en rien l’urgence de pourvoir le poste de DES.
3. Les principales responsabilités du DES sont les suivantes :
* conseiller, assister et suppléer le Secrétaire exécutif dans l’organisation générale, le fonctionnement et la gestion du Secrétariat, y compris les services communs partagés avec les Secrétariats de l’Accord ; et dans la planification, la coordination et la direction des programmes de travail de fond ;
* superviser les questions administratives, financières et de ressources humaines du Secrétariat, en veillant à la conformité avec les règles et règlements des Nations Unies et les procédures normalisées du PNUE ;
* superviser la préparation des accords de financement et de mise en œuvre des projets ;
* superviser l’administration des ressources et des budgets des programmes ;
* coordonner la rédaction de documents de fond sur des questions politiques, organisationnelles et institutionnelles ;
* superviser et guider les responsables de programme sur les questions politiques et techniques ;
* représenter le Secrétariat lors de réunions pertinentes en dehors du Secrétariat ;
* agir en tant qu’administrateur en charge lorsque le Secrétaire exécutif est en mission.

En l’absence d’un DES, le Secrétaire exécutif consacre une grande partie de son temps (bien plus de 50 %) à la supervision des opérations internes du Secrétariat, ce qui limite considérablement le temps disponible pour les questions stratégiques et politiques, notamment pour le renforcement de l’incidence de la Convention et l’augmentation du nombre de nouvelles adhésions à la Convention. C’est pourquoi le scénario 3 propose notamment le financement du poste de DES, à compter du 1er juillet 2024.

1. Jeune expert P2 – Espèces aquatiques. L’équipe chargée des espèces aquatiques n’a que 1,3 équivalent temps plein (ETP) administrateur disponible pour soutenir la mise en œuvre de la CMS. Elle ne dispose pas d’un seul employé à temps plein qui se consacre uniquement à la mise en œuvre des travaux de la CMS. Elle est dirigée par un chef d’unité (P4), qui est financé à 15 % par ASCOBANS et lui est dédié. Les autres administrateurs travaillant sur les questions aquatiques sont en grande partie financés par et se consacrent aux trois instruments filles de la CMS : Mémorandum d’entente sur la conservation et la gestion des tortues marines et de leurs habitats dans l’océan Indien et l’Asie du Sud-Est (MdE IOSEA)[[1]](#footnote-1)(un agent P3 qui consacre80 % de son temps au MdE et 20 % à la CMS), le Mémorandum d’entente sur la conservation des requins migrateurs (MdE requins)[[2]](#footnote-2) (un agent P2 qui se consacre entièrement au MdE) et ASCOBANS[[3]](#footnote-3)(un agent P2qui consacre 75 % de son temps à l’Accord et 25 % à la CMS). Au total, cela représente 130 %, soit 1,3 ETP. Avec cette capacité limitée, l’équipe est responsable de la réalisation des tâches relatives à la CMS suivantes :
* assurer le service de quatre groupes de travail sous le mandat du Conseil scientifique (Mammifères aquatiques, Viande d’animaux sauvages aquatiques, Groupe de travail conjoint sur le bruit et Groupe de travail sur la culture) ;
* soutenir le travail des cinq conseillers nommés par la COP dans le domaine aquatique (Poissons marins, Poissons d’eau douce, Mammifères aquatiques, prises accessoires et pollution marine) ;
* superviser et coordonner le Mémorandum d’accord sur les mesures de conservation pour les tortues marines de la côte atlantique de l’Afrique, le Mémorandum d’accord sur la conservation des lamantins et des petits cétacés d’Afrique occidentale et de Macaronésie, et le Mémorandum d’entente pour la conservation des cétacés et de leurs habitats dans la région des îles du Pacifique ;
* soutenir la mise en œuvre d’un certain nombre de plans d’action pour les espèces uniques et d’actions concertées.
1. Un niveau adéquat de soutien pour les responsabilités n’est pas réalisable avec le personnel actuel. En outre, les capacités sont insuffisantes pour s’engager dans d’importants partenariats et processus mondiaux, tels que ceux concernant la biodiversité au-delà des juridictions nationales (BBNJ), avec les organisations régionales de gestion des pêches (ORGP) et d’autres organismes de pêche, ainsi qu’avec les Conventions et les plans d’action pour les mers régionales. Comme le concluent des rapports scientifiques récents, notamment le rapport sur l’état des espèces migratrices dans le monde (UNEP/CMS/COP14/Doc.21.1), beaucoup d’espèces qui ont le plus besoin d’attention sont des espèces aquatiques. Étant donné que les espèces aquatiques représentent le groupe le plus diversifié d’espèces répertoriées dans le cadre de la CMS – englobant les mammifères, les reptiles et les poissons avec une distribution largement mondiale – au moins un poste permanent supplémentaire de niveau P2 est nécessaire. Par conséquent, le Secrétariat propose de créer un poste à temps plein (P2) au sein de l’Unité aquatique, à compter du 1er juillet 2024.
2. Rédacteur P2 et administrateur chargé de la gestion des documents. L’équipe du Secrétariat chargée des documents est composée de deux agents des services généraux et il manque actuellement un rédacteur et un administrateur chargé de la gestion des documents. D’autres accords multilatéraux sur l’environnement (AME) disposent d’un ou plusieurs postes d’administrateurs pour ces tâches clés. L’une des fonctions essentielles du Secrétariat est de soutenir la COP et ses organes subsidiaires. Ainsi, un nombre considérable de documents sont produits pour les réunions des organes directeurs de la CMS, notamment les réunions des MdE et des accords soutenus par le Secrétariat de la CMS et un nombre substantiel de réunions techniques de l’État de l’aire de répartition et d’autres réunions pendant la période intersessions : un tel poste est vital. Actuellement, ces responsabilités sont assumées par le juriste et le Secrétaire exécutif. Le Secrétariat propose donc de créer un poste à temps plein (P2) au sein de l’équipe des services de conférence, à compter du 1er juillet 2024.
3. Assistant d’équipe GS5. Avec le déploiement d’Umoja, en raison de la séparation des tâches, le personnel des services généraux de l’équipe des services de conférence a dû assumer des responsabilités administratives supplémentaires, telles que l’organisation des déplacements, la passation des marchés et le traitement des instruments juridiques. En outre, le nombre de réunions (en présentiel et en ligne) et de projets a continué à augmenter. Par conséquent, le personnel des services généraux dispose d’un temps limité pour soutenir les activités des équipes chargées des espèces et des autres administrateurs de programme. Par conséquent, le scénario 3 propose de créer un nouveau poste GS5 à partir de juillet 2024 et d’augmenter un poste GS5 dans l’équipe des services de conférence de50 %à100 %à partir d’avril 2024. Cela fournira le soutien nécessaire pour mettre pleinement en œuvre le Programme de travail adopté par la COP, et libérera le temps des cadres qui serait autrement consacré à des questions purement administratives.
4. Le financement supplémentaire total pour augmenter la dotation en effectif est détaillé ci-dessous :
* Un Secrétaire exécutif adjoint à temps plein (P5) : 507 166 euros
* Un administrateur de programme adjoint à temps plein dans l’équipe Espèces aquatiques (P2) : 280 847 euros
* Un rédacteur et un administrateur chargé de la gestion des documents (P2) à temps plein au sein de l’équipe des services de conférence : 280 847 euros
* Un assistant d’équipe à temps plein (GS5) dans l’équipe des services de conférence : 193 100 euros
* Une augmentation de 50 % à 100 % pour un assistant d’équipe GS5 dans l’équipe des services de conférence : 105 977 euros
1. La disponibilité d’une capacité interne de gestion de l’information pour soutenir le Portail d’information des Nations Unies sur les accords multilatéraux relatifs à l’environnement (InforMEA) est cruciale pour le Secrétariat de la CMS, comme pour d’autres Secrétariats d’accords multilatéraux relatifs à l’environnement (CDB, CITES, BRS et IPBES) qui ont des postes dévolus à ce rôle. Toutefois, l’unité IMCA ne dispose pas d’un poste dédié pour répondre à la forte demande de sites web et de services de gestion de l’information. Par conséquent, le Secrétariat propose d’augmenter le financement des services contractuels de 25 200 euros par an afin de traiter et de mettre en œuvre efficacement les décisions d’InforMEA sur l’amélioration de la gestion de l’information au sein du Secrétariat.
2. Enfin, le scénario 3 reflète certains besoins essentiels liés aux outils de communication et de technologie de l’information du Secrétariat. La légère augmentation du budget consacré au matériel d’information et de la production de documents (8 909 euros) pour la période triennale permettra au Secrétariat d’acquérir du matériel éminemment nécessaire tel que des actifs numériques (vidéos et photos), des services de sensibilisation pour la diffusion de bulletins d’information et la surveillance des médias sociaux, et des services d’engagement des médias pour améliorer le travail de communication de la Convention. En outre, le budget pour les outils TIC et le développement de sites web a augmenté de 22 444 euros pour tenir compte de l’augmentation des prix et de l’évolution des services pour le développement et la maintenance de sites web. Avec l’augmentation du budget, le Secrétariat sera en mesure d’utiliser l’hébergement standard des Nations Unies et d’allouer deux jours par mois à la maintenance et au développement minimal des sites web officiels de la Convention.

|  |
| --- |
| **Coûts totaux par catégorie pour la période 2024-2026 (en euros)** |
| Personnel |  8 160 014  |
| Services contractuels |  786 554  |
| Coûts de fonctionnement |  592 801  |
| Fournitures |  20 390  |
| Équipement |  36 913  |
| Voyages |  519 576  |
| Dépenses d’appui au programme |  1 315 112  |
| **Grand total à partager entre les Parties** |  **11 431 361**  |

1. La composante « personnel » pour les trois scénarios est calculée sur la base du coût standard du personnel appliqué au cours de la période triennale 2021*-*2023, avec une augmentation de 2 % par an. La COP13 a approuvé les 10,62 postes d’administrateurs et les 7 postes de services généraux financés par le budget de base. Les modifications apportées au tableau des effectifs sont incorporées dans les scénarios de budget à croissance nominale zéro et à croissance réelle zéro afin de refléter la revalorisation des postes pendant la période intersessions. Dans le cadre du scénario 3, le nombre de postes d’administrateurs et de membres du personnel des services généraux financés par le budget de base augmentera respectivement de 3 et 1,5 par rapport au scénario de budget à croissance nominale zéro et au scénario de budget à croissance réelle zéro.

# Coûts d’appui au programme (PSC)

1. Conformément à la Résolution 35/217 de l’Assemblée générale des Nations Unies du 17 décembre 1980, le Programme des Nations Unies pour l’environnement (PNUE) prélève une commission de 13 % sur les dépenses du Fonds d’affectation spéciale pour l’administration du Secrétariat de la CMS. La résolution de l’Assemblée générale vise à s’assurer que les ressources de base fournies aux organismes des Nations Unies ne sont pas détournées des mandats de base approuvés par leurs organes législatifs pour être utilisées pour administrer ou mettre en œuvre des activités extrabudgétaires. Dans le cas du PNUE, le Directeur exécutif a, conformément à la politique de PSC établie, décidé de restituer une partie des PSC prélevés sur les dépenses de tous les fonds de la famille CMS pour aider à couvrir les coûts des services d’appui administratif du Secrétariat de la CMS. Ces ressources sont actuellement utilisées pour financer un poste d’administrateur (responsable de la gestion administrative et financière P4), quatre postes de services généraux à temps plein à Bonn, en Allemagne, et la moitié d’un poste de services généraux à Abu Dhabi, aux Émirats arabes unis.

Barème des contributions des Parties

1. Les contributions des Parties pour chacun des scénarios de budget figurent à l’Annexe 4. Les contributions sont basées sur le barème actuel des Nations Unies de 2022*-*2024, qui a été adopté par l’Assemblée générale dans sa Résolution A/RES/76/238 du 4 janvier 2022. Ce barème est ajusté pour tenir compte du fait que tous les États membres des Nations Unies ne sont pas Parties à la Convention.

Actions recommandées

1. Il est recommandé à la Conférence des Parties d’examiner et d’adopter le projet de Résolution figurant à l’Annexe 5 du présent document.

Annexes

* Annexe 1 : Coût salarial standard
* Annexe 2 : Tableau des effectifs pour le budget proposé
* Annexe 3 (A) : Budget proposé pour la période triennale2024*-*2026 ; Scénario1 – croissance nominale zéro
* Annexe 3 (B) : Budget proposé pour la période triennale 2024-2026 ; Scénario 2 – croissance réelle zéro
* Annexe 3 (C) : Budget proposé pour la période triennale2024-2026 ; Scénario3
* Annexe 4 : Barème des contributions au budget de la période triennale2024-2026 basé sur le Barème des quotes-parts de l’ONU
* Annexe 5 : Projet de Résolution sur les questions financières et administratives
* Annexe 6 : Programme de travail proposé pour la période intersessions entre la COP14 et la COP15

**ANNEXE 1**

**COÛT SALARIAL STANDARD**

**(en euros)**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| ***Niveau*** | ***2023*** | ***2024*** | ***2025*** |
| D-1 |  229 077  |  233 659  |  238 332  |
| P-5 |  198 081  |  202 043  |  206 083  |
| P-4 |  169 211  |  172 595  |  176 047  |
| P-3 |  141 359  |  144 186  |  147 070  |
| P-2 |  109 689  |  111 883  |  114 120  |
| G-7 |  96 150  |  98 073  |  100 035  |
| G-6 |  85 190  |  86 894  |  88 632  |
| G-5 |  75 418  |  76 926  |  78 465  |
| G-4 |  66 681  |  68 015  |  69 375  |

**ANNEXE 2**

**TABLEAU DES EFFECTIFS POUR LE BUDGET PROPOSÉ 2024-2026**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Postes d’Administrateurs et postes supérieurs** | **Scénario 1 & 2** | **Scénario 3** |
| D-1 | 0.97 | 0.97 |
| P-5  |   | 1 |
| P-4 | 4.85 | 4.85 |
| P-3 | 2.20 | 2.20 |
| P-2 | 2.75 | 4.75 |
| **Sous total** | **10.77** | **13.77** |
| **Postes d’agents des services généraux** |  |  |
| G-7 | 1 | 1 |
| G-6 | 2 | 2 |
| G-5 | 3.5 | 5 |
| G-4 \* | 0.5 | 0.5 |
| **Sous total** | **7** | **8.5** |
| **Grand Total** | **17.77** | **22.27** |
|  |  |  |
| \* Vacant  |  |  |

**ANNEXE 3 (A)**

**BUDGET PROPOSÉ POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2024–2026**

**SCÉNARIO 1 – CROISSANCE NOMINALE ZÉRO**

(tous les chiffres sont en euros)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objet de dépense** | **2024** | **2025** | **2026** | **Total** |
| **Coûts de personnel** |  |  |  |  |
| Administrateurs | 1 655 509  | 1 688 619  | 1 722 391  | 5 066 519  |
| Personnel des services généraux | 563 834  | 575 111  | 586 613  | 1 725 558  |
| **Sous-total** | **2 219 343**  | **2 263 730**  | **2 309 004**  | **6 792 077**  |
| **Services contractuels** |  |  |  |  |
| Services (traductions et rédaction des rapports) | 95 687  | 97 601  | 99 553  | 292 841  |
| Services des organes directeurs (traductions interprétation etc.) |  |  |  | 0  |
| Matériel d’information et production de documents | 13 530  | 13 801  | 14 077  | 41 407  |
| **Sous-total** | **109 217**  | **111 402**  | **113 630**  | **334 248**  |
| **Coûts de fonctionnement** |  |  |  |  |
| Outils TIC développement et maintenance du site Web | 7 036  | 7 177  | 7 320  | 21 533  |
| Évolution du personnel (formation retraite etc.) | 20 824  | 3 213  |  | 24 037  |
| Services de technologie de l’information (y compris UNV) | 75 770  | 77 285  | 78 831  | 231 887  |
| Services de bureautique (location d’imprimantes hébergements) | 10 824  | 11 040  | 11 261  | 33 126  |
| Service de communication et courrier | 10 000  | 10 200  | 10 404  | 30 604  |
| Divers | 4 046  | 4 127  | 4 210  | 12 383  |
| Umoja |  |  |  | 0  |
| **Sous-total** | **128 500**  | **113 043**  | **112 026**  | **353 570**  |
| **Fournitures** |  |  |  |  |
| Fournitures de bureau | 6 278  | 6 404  | 6 532  | 19 214  |
| **Sous-total** | **6 278**  | **6 404**  | **6 532**  | **19 214**  |
| **Équipement** |  |  |  |  |
| Équipement non durable | 11 366  | 11 593  | 11 825  | 34 784  |
| **Sous-total** | **11 366**  | **11 593**  | **11 825**  | **34 784**  |
| **Voyages** |  |  |  |  |
| Déplacements du personnel | 68 951  | 70 330  | 71 737  | 211 018  |
| Déplacements du personnel - COP15 |  |  |  | 0  |
| Réunions du Comité permanent |  |  |  | 0  |
| Réunions du Conseil scientifique |  |  |  | 0  |
| **Sous-total** | **68 951**  | **70 330**  | **71 737**  | **211 018**  |
| **Total** |  **2 543 655**  |  **2 576 502**  |  **2 624 754**  |  **7 744 910**  |
| Dépenses d’appui au programme (13%) | 330 675  | 334 945  | 341 218  | 1 006 838  |
| **Grand total** | **2 874 330**  | **2 911 447**  | **2 965 972**  | **8 751 749**  |

**ANNEXE 3 (B)**

**BUDGET PROPOSÉ POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2024–2026**

**SCENARIO 2 – CROISSANCE RÉELLE ZÉRO**

(tous les chiffres sont en euros)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objet de dépense** | **2024** | **2025** | **2026** | **Total** |
| **Coûts de personnel** |  |  |  |  |
| Administrateurs | 1 655 509  | 1 688 619  | 1 722 391  | 5 066 519  |
| Personnel des services généraux | 563 834  | 575 111  | 586 613  | 1 725 558  |
| **Sous-total** | **2 219 343**  | **2 263 730**  | **2 309 004**  | **6 792 077**  |
| **Services contractuels** |  |  |  |  |
| Services (traductions et rédaction des rapports) | 101 544  | 103 575  | 105 646  | 310 765  |
| Services des organes directeurs (traductions interprétation etc.) |  |  | 345 814  | 345 814  |
| Matériel d’information et production de documents | 14 359  | 14 646  | 14 939  | 43 943  |
| **Sous-total** | **115 903**  | **118 221**  | **466 399**  | **700 522**  |
| **Coûts de fonctionnement** |  |  |  |  |
| Outils TIC développement et maintenance du site Web | 7 466  | 7 616  | 7 768  | 22 850  |
| Évolution du personnel (formation retraite etc.) | 22 099  | 22 541  | 22 992  | 67 633  |
| Services de technologie de l’information (y compris UNV) | 80 408  | 82 016  | 83 656  | 246 079  |
| Services de bureautique (location d’imprimantes hébergements) | 11 487  | 11 717  | 11 951  | 35 156  |
| Service de communication et courrier | 10 612  | 10 824  | 11 041  | 32 477  |
| Divers | 4 294  | 4 380  | 4 468  | 13 142  |
| Umoja |  50 000  | 51 000  | 52 020  | 153 020  |
| **Sous-total** | **186 367**  | **190 094**  | **193 896**  | **570 357**  |
| **Fournitures** |  |  |  |  |
| Fournitures de bureau | 6 663  | 6 796  | 6 932  | 20 390  |
| **Sous-total** | **6 663**  | **6 796**  | **6 932**  | **20 390**  |
| **Équipement** |  |  |  |  |
| Équipement non durable | 12 062  | 12 303  | 12 549  | 36 913  |
| **Sous-total** | **12 062**  | **12 303**  | **12 549**  | **36 913**  |
| **Voyages** |  |  |  |  |
| Déplacements du personnel | 73 172  | 74 635  | 76 128  | 223 935  |
| Déplacements du personnel - COP15 |  |  | 63 341  | 63 341  |
| Réunions du Comité permanent | 30 000  | 30 600  |  | 60 600  |
| Réunions du Conseil scientifique | 85 000  | 86 700  |  | 171 700  |
| **Sous-total** | **188 172**  | **191 935**  | **139 469**  | **519 576**  |
| **Total** | **2 728 508** | **2 783 078** | **3 128 249** | **8 639 836** |
| Dépenses d’appui au programme (13%) | 354 706  | 361 800  | 406 672  | 1 123 179  |
| **Grand total** | **3 083 214**  | **3 144 879**  | **3 534 921**  | **9 763 014**  |

**ANNEX 3 (C)**

**BUDGET PROPOSÉ POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2024–2026 SCÉNARIO 3**

(tous les chiffres sont en euros)

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Objet de dépense** | **2024** | **2025** | **2026** | **Total** |
| **Coûts de personnel** |  |  |  |  |
| Administrateurs | 1 864 238 | 2 114 427 | 2 156 715 | 6 135 380 |
| Personnel des services généraux | 629 825 | 690 500 | 704 310 | 2 024 635 |
| **Sous-total** | **2 494 063** | **2 804 927** | **2 861 025** | **8 160 014** |
| **Services contractuels** |  |  |  |  |
| Services (traductions et rédaction des rapports) | 126 744 | 129 279 | 131 865 | 387 888 |
| Services des organes directeurs (traductions interprétation etc.) | 0 | 0 | 345 814 | 345 814 |
| Matériel d’information et production de documents | 17 270 | 17 615 | 17 967 | 52 852 |
| **Sous-ttotal** | **144 014** | **146 894** | **495 646** | **786 554** |
| **Coûts de fonctionnement** |  |  |  |  |
| Outils TIC développement et maintenance du site Web | 14 800 | 15 096 | 15 398 | 45 294 |
| Évolution du personnel (formation retraite etc.) | 22 099 | 22 541 | 22 992 | 67 633 |
| Services de technologie de l’information (y compris UNV) | 80 408 | 82 016 | 83 656 | 246 079 |
| Services de bureautique (location d’imprimantes hébergements) | 11 487 | 11 717 | 11 951 | 35 156 |
| Service de communication et courrier | 10 612 | 10 824 | 11 041 | 32 477 |
| Divers | 4 294 | 4 380 | 4 468 | 13 142 |
| Umoja | 50 000 | 51 000 | 52 020 | 153 020 |
| **Sous-total** | **193 700** | **197 574** | **201 526** | **592 801** |
| **Fournitures** |  |  |  |  |
| Fournitures de bureau | 6 663 | 6 796 | 6 932 | 20 390 |
| **Subtotal** | **6 663** | **6 796** | **6 932** | **20 390** |
| **Équipement** |  |  |  |  |
| Équipement non durable | 12 062 | 12 303 | 12 549 | 36 913 |
| **Subtotal** | **12 062** | **12 303** | **12 549** | **36 913** |
| **Travel** |  |  |  |  |
| Déplacements du personnel | 73 172 | 74 635 | 76 128 | 223 935 |
| Déplacements du personnel - COP15 | 0 | 0 | 63 341 | 63 341 |
| Réunions du Comité permanent | 30 000 | 30 600 | 0 | 60 600 |
| Réunions du Conseil scientifique | 85 000 | 86 700 | 0 | 171 700 |
| **Sous-total** | **188 172** | **191 935** | **139 469** | **519 576** |
| **Total** | **3 038 673** | **3 360 429** | **3 717 147** | **10 116 248** |
| Dépenses d’appui au programme (13%) | 395 027 | 436 856 | 483 229 | 1 315 112 |
| **Grand total** | **3 433 700** | **3 797 285** | **4 200 376** | **11 431 361** |

**ANNEXE 4**

**BARÈMES DES CONTRIBUTIONS AU BUDGET DE LA PÉRIODE TRIENNALE 2024–2026**

**Basé sur le barème des quotes-parts de l'ONU**

((tous les chiffres sont en euros)

|  |  |  |  | **Scénario 1 – Nominal Zéro** | **Scénario 2 – Réel Zéro** | **Scénario 3** |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Partie** | **Barème de l’ONU** |  **Barème ajusté**  | **Barème des contributions 2024-2026** | **Contribution annuelle moyenne** | **Barème des contributions 2024-2026** | **Contribution annuelle moyenne** | **Barème des contributions 2024-2026** | **Contribution annuelle moyenne** | **Barème des contributions 2021-2023** |
|  | **2022-2024** |  **%**  |
| 1 | Afghanistan | 0.006 |  0.014  |  1 208  |  403  |  1 348  |  449  |  1 578  |  526  |  1 372  |
| 2 | Albanie  | 0.008 | 0.018  |  1 611  |  537  |  1 797  |  599  |  2 105  |  702  |  1 565  |
| 3 | Algérie | 0.109 |  0.251  |  21 953  |  7 318  |  24 489  |  8 163  |  28 674  |  9 558  |  27 042  |
| 4 | Angola | 0.01 | 0.023  |  2 014  |  671  |  2 247  |  749  |  2 631  |  877  |  1 960  |
| 5 | Antigua-et-Barbuda | 0.002 | 0.005  |  403  |  134  |  449  |  150  |  526  |  175  |  391  |
| 6 | Argentine | 0.719 | 1.655  |  144 807  |  48 269  |  161 540  |  53 847  |  189 144  |  63 048  |  179 305  |
| 7 | Arménie | 0.007 | 0.016  |  1 410  |  470  |  1 573  |  524  |  1 841  |  614  |  1 372  |
| 8 | Australie | 2.111 | 4.858  |  425 157  |  141 719  |  474 284  |  158 095  |  555 332  |  185 111  |  433 075  |
| 9 | Autriche | 0.679 | 1.563  |  136 751  |  45 584  |  152 553  |  50 851  |  178 622  |  59 541  |  132 666  |
| 10 | Bangladesh | 0.01 |  0.023  |  2 014  |  671  |  2 247  |  749  |  2 631  |  877  |  1 960  |
| 11 | Bahrain | 0.054 | 0.124  |  10 876  |  3 625  |  12 132  |  4 044  |  14 206  |  4 735  |  -  |
| 12 | Biélorussie | 0.041 |  0.094  |  8 257  |  2 752  |  9 212  |  3 071  |  10 786  |  3 595  |  9 602  |
| 13 | Belgique | 0.828 | 1.905  |  166 760  |  55 587  |  186 029  |  62 010  |  217 819  |  72 606  |  160 885  |
| 14 | Bénin | 0.005 | 0.012  |  1 007  |  336  |  1 123  |  374  |  1 315  |  438  |  588  |
| 15 | Bolivie (État plurinational de) | 0.019 | 0.044  |  3 827  |  1 276  |  4 269  |  1 423  |  4 998  |  1 666  |  3 136  |
| 16 | Bosnie- Herzégovine | 0.012 | 0.028  |  2 417  |  806  |  2 696  |  899  |  3 157  |  1 052  |  2 351  |
| 17 | Brésil | 2.013 | 4.632  |  405 420  |  135 140  |  452 266  |  150 755  |  529 552  |  176 517  |  577 695  |
| 18 | Bulgarie | 0.056 | 0.129  |  11 278  |  3 759  |  12 582  |  4 194  |  14 732  |  4 911  |  9 014  |
| 19 | Burkina Faso | 0.004 | 0.009  |  806  |  269  |  899  |  300  |  1 052  |  351  |  588  |
| 20 | Burundi | 0.001 | 0.002  |  201  |  67  |  225  |  75  |  263  |  88  |  197  |
| 21 | Cabo Verde | 0.001 | 0.002  |  201  |  67  |  225  |  75  |  263  |  88  |  197  |
| 22 | Cameroun | 0.013 | 0.030  |  2 618  |  873  |  2 921  |  974  |  3 420  |  1 140  |  2 548  |
| 23 | République d’Afrique centrale | 0.001 | 0.002  |  201  |  67  |  225  |  75  |  263  |  88  |  -  |
| 24 | Tchad | 0.003 | 0.007  |  604  |  201  |  674  |  225  |  789  |  263  |  784  |
| 25 | Chili | 0.42 | 0.967  |  84 588  |  28 196  |  94 363  |  31 454  |  110 488  |  36 829  |  79 757  |
| 26 | Congo | 0.005 | 0.012  |  1 007  |  336  |  1 123  |  374  |  1 315  |  438  |  1 176  |
| 27 | Iles Cook  | 0.001 | 0.002  |  201  |  67  |  225  |  75  |  263  |  88  |  197  |
| 28 | Costa Rica | 0.069 | 0.159  |  13 897  |  4 632  |  15 502  |  5 167  |  18 152  |  6 051  |  12 149  |
| 29 | Côte d’Ivoire | 0.022 | 0.051  |  4 431  |  1 477  |  4 943  |  1 648  |  5 787  |  1 929  |  2 548  |
| 30 | Croatie | 0.091 | 0.209  |  18 327  |  6 109  |  20 445  |  6 815  |  23 939  |  7 980  |  15 089  |
| 31 | Cuba | 0.095 | 0.219  |  19 133  |  6 378  |  21 344  |  7 115  |  24 991  |  8 330  |  15 677  |
| 32 | Chypre | 0.036 | 0.083  |  7 250  |  2 417  |  8 088  |  2 696  |  9 470  |  3 157  |  7 054  |
| 33 | Tchéquie | 0.34 | 0.782  |  68 476  |  22 825  |  76 389  |  25 463  |  89 442  |  29 814  |  60 943  |
| 34 | Rep.démocratique du Congo | 0.01 | 0.023  |  2 014  |  671  |  2 247  |  749  |  2 631  |  877  |  1 960  |
| 35 | Danemark | 0.553 | 1.273  |  111 375  |  37 125  |  124 244  |  41 415  |  145 475  |  48 492  |  108 563  |
| 36 | Djibouti | 0.001 | 0.002  |  201  |  67  |  225  |  75  |  263  |  88  |  197  |
| 37 | République dominicaine | 0.067 | 0.154  |  13 494  |  4 498  |  15 053  |  5 018  |  17 625  |  5 875  |  10 385  |
| 38 | Équateur | 0.077 | 0.177  |  15 508  |  5 169  |  17 300  |  5 767  |  20 256  |  6 752  |  15 677  |
| 39 | Égypte | 0.139 | 0.320  |  27 995  |  9 332  |  31 230  |  10 410  |  36 566  |  12 189  |  36 449  |
| 40 | Guinée équatoriale | 0.012 | 0.028  |  2 417  |  806  |  2 696  |  899  |  3 157  |  1 052  |  3 136  |
| 41 | Érithrée | 0.001 | 0.002  |  201  |  67  |  225  |  75  |  263  |  88  |  197  |
| 42 | Estonie | 0.044 | 0.101  |  8 862  |  2 954  |  9 886  |  3 295  |  11 575  |  3 858  |  7 643  |
| 43 | Eswatini | 0.002 | 0.005  |  403  |  134  |  449  |  150  |  526  |  175  |  391  |
| 44 | Éthiopie | 0.01 | 0.023  |  2 014  |  671  |  2 247  |  749  |  2 631  |  877  |  1 960  |
| 45 | Union européenne |   | 2.500  |  218 794  |  72 931  |  244 075  |  81 358  |  285 784  |  95 261  |  218 793  |
| 46 | Fiji | 0.004 | 0.009  |  806  |  269  |  899  |  300  |  1 052  |  351  |  588  |
| 47 | Finlande | 0.417 | 0.960  |  83 984  |  27 995  |  93 689  |  31 230  |  109 698  |  36 566  |  82 500  |
| 48 | France | 4.318 | 9.937  |  869 649  |  289 883  |  970 137  |  323 379  |  1 135 919  |  378 640  |  867 522  |
| 49 | Gabon | 0.013 | 0.030  |  2 618  |  873  |  2 921  |  974  |  3 420  |  1 140  |  2 939  |
| 50 | Gambie | 0.001 | 0.002  |  201  |  67  |  225  |  75  |  263  |  88  |  197  |
| 51 | Géorgie | 0.008 | 0.018  |  1 611  |  537  |  1 797  |  599  |  2 105  |  702  |  1 565  |
| 52 | Allemagne | 6.111 | 14.063  |  1 230 761  |  410 254  |  1 372 976  |  457 659  |  1 607 596  |  535 865  |  1 193 407  |
| 53 | Ghana | 0.024 | 0.055  |  4 834  |  1 611  |  5 392  |  1 797  |  6 314  |  2 105  |  2 939  |
| 54 | Grèce | 0.325 | 0.748  |  65 455  |  21 818  |  73 019  |  24 340  |  85 496  |  28 499  |  71 722  |
| 55 | Guinée | 0.003 | 0.007  |  604  |  201  |  674  |  225  |  789  |  263  |  588  |
| 56 | Guinée-Bissau | 0.001 | 0.002  |  201  |  67  |  225  |  75  |  263  |  88  |  197  |
| 57 | Honduras | 0.009 | 0.021  |  1 813  |  604  |  2 022  |  674  |  2 368  |  789  |  1 764  |
| 58 | Hongrie | 0.228 | 0.525  |  45 919  |  15 306  |  51 225  |  17 075  |  59 979  |  19 993  |  40 368  |
| 59 | Inde | 1.044 | 2.403  |  210 263  |  70 088  |  234 558  |  78 186  |  274 641  |  91 547  |  163 432  |
| 60 | Iran (Rép. Islamique d’) | 0.371 | 0.854  |  74 720  |  24 907  |  83 354  |  27 785  |  97 597  |  32 532  |  77 994  |
| 61 | Iraq | 0.128 | 0.295  |  25 779  |  8 593  |  28 758  |  9 586  |  33 672  |  11 224  |  25 279  |
| 62 | Irlande | 0.439 | 1.010  |  88 415  |  29 472  |  98 631  |  32 877  |  115 486  |  38 495  |  72 702  |
| 63 | Israel | 0.561 | 1.291  |  112 986  |  37 662  |  126 041  |  42 014  |  147 580  |  49 193  |  96 022  |
| 64 | Italie | 3.189 | 7.339  |  642 268  |  214 089  |  716 482  |  238 827  |  838 917  |  279 639  |  648 045  |
| 65 | Jordanie | 0.022 | 0.051  |  4 431  |  1 477  |  4 943  |  1 648  |  5 787  |  1 929  |  4 115  |
| 66 | Kazakhstan | 0.133 | 0.306  |  26 786  |  8 929  |  29 881  |  9 960  |  34 988  |  11 663  |  34 882  |
| 67 | Kenya | 0.03 | 0.069  |  6 042  |  2 014  |  6 740  |  2 247  |  7 892  |  2 631  |  4 703  |
| 68 | Kirghizistan | 0.002 | 0.005  |  403  |  134  |  449  |  150  |  526  |  175  |  391  |
| 69 | Lettonie | 0.05 | 0.115  |  10 070  |  3 357  |  11 234  |  3 745  |  13 153  |  4 384  |  9 210  |
| 70 | Liban | 0.036 | 0.083  |  7 250  |  2 417  |  8 088  |  2 696  |  9 470  |  3 157  |  9 210  |
| 71 | Libéria | 0.001 | 0.002  |  201  |  67  |  225  |  75  |  263  |  88  |  197  |
| 72 | Libye | 0.018 | 0.041  |  3 625  |  1 208  |  4 044  |  1 348  |  4 735  |  1 578  |  5 879  |
| 73 | Liechtenstein | 0.01 | 0.023  |  2 014  |  671  |  2 247  |  749  |  2 631  |  877  |  1 764  |
| 74 | Lituanie | 0.077 | 0.177  |  15 508  |  5 169  |  17 300  |  5 767  |  20 256  |  6 752  |  13 913  |
| 75 | Luxembourg | 0.068 | 0.156  |  13 695  |  4 565  |  15 278  |  5 093  |  17 888  |  5 963  |  13 130  |
| 76 | Madagascar | 0.004 | 0.009  |  806  |  269  |  899  |  300  |  1 052  |  351  |  784  |
| 77 | Malawi | 0.002 | 0.005  |  403  |  134  |  449  |  150  |  526  |  175  |  391  |
| 78 | Maldives | 0.004 | 0.009  |  806  |  269  |  899  |  300  |  1 052  |  351  |  784  |
| 79 | Mali | 0.005 | 0.012  |  1 007  |  336  |  1 123  |  374  |  1 315  |  438  |  784  |
| 80 | Malta | 0.019 | 0.044  |  3 827  |  1 276  |  4 269  |  1 423  |  4 998  |  1 666  |  3 331  |
| 81 | Mauritanie | 0.002 | 0.005  |  403  |  134  |  449  |  150  |  526  |  175  |  391  |
| 82 | Maurice | 0.019 | 0.044  |  3 827  |  1 276  |  4 269  |  1 423  |  4 998  |  1 666  |  2 155  |
| 83 | Monaco | 0.011 | 0.025 |  2 215  |  738  |  2 471  |  824  |  2 894  |  965  |  2 155  |
| 84 | Mongolie | 0.004 | 0.009 |  806  |  269  |  899  |  300  |  1 052  |  351  |  979  |
| 85 | Monténégro | 0.004 | 0.009 |  806  |  269  |  899  |  300  |  1 052  |  351  |  784  |
| 86 | Maroc  | 0.055 | 0.127 |  11 077  |  3 692  |  12 357  |  4 119  |  14 469  |  4 823  |  10 778  |
| 87 | Mozambique | 0.004 | 0.009 |  806  |  269  |  899  |  300  |  1 052  |  351  |  784  |
| 88 | Pays bas | 1.377 | 3.169 |  277 329  |  92 443  |  309 374  |  103 125  |  362 242  |  120 747  |  265 724  |
| 89 | Nouvelle Zélande | 0.309 | 0.711 |  62 233  |  20 744  |  69 424  |  23 141  |  81 287  |  27 096  |  57 025  |
| 90 | Niger | 0.003 | 0.007 |  604  |  201  |  674  |  225  |  789  |  263  |  391  |
| 91 | Nigéria | 0.182 | 0.419 |  36 655  |  12 218  |  40 890  |  13 630  |  47 878  |  15 959  |  48 991  |
| 92 | Macédoine du Nord | 0.007 | 0.016 |  1 410  |  470  |  1 573  |  524  |  1 841  |  614  |  1 372  |
| 93 | Norvège | 0.679 | 1.563 |  136 751  |  45 584  |  152 553  |  50 851  |  178 622  |  59 541  |  147 755  |
| 94 | Pakistan | 0.114 | 0.262 |  22 960  |  7 653  |  25 613  |  8 538  |  29 990  |  9 997  |  22 536  |
| 95 | Palaos | 0.001 | 0.002 |  201  |  67  |  225  |  75  |  263  |  88  |  197  |
| 96 | Panama | 0.09 | 0.207 |  18 126  |  6 042  |  20 221  |  6 740  |  23 676  |  7 892  |  8 818  |
| 97 | Paraguay | 0.026 | 0.060 |  5 236  |  1 745  |  5 841  |  1 947  |  6 840  |  2 280  |  3 136  |
| 98 | Pérou | 0.163 | 0.375 |  32 828  |  10 943  |  36 622  |  12 207  |  42 880  |  14 293  |  29 786  |
| 99 | Philippines | 0.212 | 0.488 |  42 697  |  14 232  |  47 631  |  15 877  |  55 770  |  18 590  |  40 172  |
| 100 | Pologne | 0.837 | 1.926 |  168 573  |  56 191  |  188 051  |  62 684  |  220 186  |  73 395  |  157 162  |
| 101 | Portugal | 0.353 | 0.812 |  71 095  |  23 698  |  79 310  |  26 437  |  92 862  |  30 954  |  68 586  |
| 102 | Republique de Moldova | 0.005 | 0.012 |  1 007  |  336  |  1 123  |  374  |  1 315  |  438  |  588  |
| 103 | Roumanie | 0.312 | 0.718 |  62 837  |  20 946  |  70 098  |  23 366  |  82 077  |  27 359  |  38 800  |
| 104 | Rwanda | 0.003 | 0.007 |  604  |  201  |  674  |  225  |  789  |  263  |  588  |
| 105 | Samoa | 0.001 | 0.002 |  201  |  67  |  225  |  75  |  263  |  88  |  197  |
| 106 | Sao Tome-et-Principe | 0.001 | 0.002 |  201  |  67  |  225  |  75  |  263  |  88  |  197  |
| 107 | Arabie saoudite | 1.184 | 2.725 |  238 459  |  79 486  |  266 013  |  88 671  |  311 470  |  103 823  |  229 667  |
| 108 | Sénégal | 0.007 | 0.016 |  1 410  |  470  |  1 573  |  524  |  1 841  |  614  |  1 372  |
| 109 | Serbie | 0.032 | 0.074 |  6 445  |  2 148  |  7 190  |  2 397  |  8 418  |  2 806  |  5 487  |
| 110 | Seychelles | 0.002 | 0.005 |  403  |  134  |  449  |  150  |  526  |  175  |  391  |
| 111 | Slovaquie | 0.155 | 0.357 |  31 217  |  10 406  |  34 824  |  11 608  |  40 775  |  13 592  |  29 982  |
| 112 | Slovénie | 0.079 | 0.182 |  15 911  |  5 304  |  17 749  |  5 916  |  20 782  |  6 927  |  14 893  |
| 113 | Somalie | 0.001 | 0.002 |  201  |  67  |  225  |  75  |  263  |  88  |  197  |
| 114 | Afrique du sud | 0.244 | 0.562 |  49 142  |  16 381  |  54 820  |  18 273  |  64 188  |  21 396  |  53 301  |
| 115 | Espagne | 2.134 | 4.911 |  429 790  |  143 263  |  479 452  |  159 817  |  561 383  |  187 128  |  420 535  |
| 116 | Sri Lanka | 0.045 | 0.104 |  9 063  |  3 021  |  10 110  |  3 370  |  11 838  |  3 946  |  8 622  |
| 117 | Suède | 0.871 | 2.004 |  175 420  |  58 473  |  195 690  |  65 230  |  229 130  |  76 377  |  177 541  |
| 118 | Suisse | 1.134 | 2.610 |  228 389  |  76 130  |  254 779  |  84 926  |  298 317  |  99 439  |  225 552  |
| 119 | République arabe syrienne  | 0.009 | 0.021 |  1 813  |  604  |  2 022  |  674  |  2 368  |  789  |  2 155  |
| 120 | Tadjikistan | 0.003 | 0.007 |  604  |  201  |  674  |  225  |  789  |  263  |  784  |
| 121 | Togo | 0.002 | 0.005 |  403  |  134  |  449  |  150  |  526  |  175  |  391  |
| 122 | Trinidad et Tobago | 0.037 | 0.085 |  7 452  |  2 484  |  8 313  |  2 771  |  9 733  |  3 244  |  7 839  |
| 123 | Tunisie | 0.019 | 0.044 |  3 827  |  1 276  |  4 269  |  1 423  |  4 998  |  1 666  |  4 899  |
| 124 | Turkménistan | 0.034 | 0.078 |  6 848  |  2 283  |  7 639  |  2 546  |  8 944  |  2 981  |  -  |
| 125 | Ouganda | 0.01 | 0.023 |  2 014  |  671  |  2 247  |  749  |  2 631  |  877  |  1 565  |
| 126 | Ukraine | 0.056 | 0.129 |  11 278  |  3 759  |  12 582  |  4 194  |  14 732  |  4 911  |  11 169  |
| 127 | Émirats arabes unis | 0.635 | 1.461 |  127 890  |  42 630  |  142 667  |  47 556  |  167 047  |  55 682  |  120 713  |
| 128 | Royaume Uni de Grande Bretagne et d’Irlande du Nord | 4.375 | 10.068 |  881 129  |  293 710  |  982 944  |  327 648  |  1 150 913  |  383 638  |  894 957  |
| 129 | République-Unie de Tanzanie | 0.01 | 0.023 |  2 014  |  671  |  2 247  |  749  |  2 631  |  877  |  1 960  |
| 130 | Uruguay | 0.092 | 0.212 |  18 529  |  6 176  |  20 670  |  6 890  |  24 202  |  8 067  |  17 048  |
| 131 | Ouzbékistan | 0.027 | 0.062 |  5 438  |  1 813  |  6 066  |  2 022  |  7 103  |  2 368  |  6 270  |
| 132 | Yémen | 0.008 | 0.018 |  1 611  |  537  |  1 797  |  599  |  2 105  |  702  |  1 960  |
| 133 | Zimbabwe | 0.007 | 0.016 |  1 410  |  470  |  1 573  |  524  |  1 841  |  614  |  979  |
|  | **Total** | **42.368** |  **100.000**  |  **8 751 749**  |  **2 917 250**  |  **9 763 014**  |  **3 254 338**  |  **11 431 361**  |  **3 810 454**  |  **8 751 748**  |

**ANNEXE 5**

PROJET DE RÉSOLUTION

**QUESTIONS FINANCIÈRES ADMINISTRATIVES**

*Rappelant* le paragraphe 4 de l’Article VII de la Convention qui dispose que:

« *La Conférence des Parties établit le règlement financier de la présente Convention et le soumet à un examen régulier. La Conférence des Parties à chacune de ses sessions ordinaires adopte le budget pour l’exercice suivant. Chacune des Parties contribue à ce budget selon un barème qui sera convenu par la Conférence* »,

*Sachant* qu’il est important que toutes les Parties soient en mesure de contribuer à la mise en œuvre de la Convention et des activités connexes,

*Prenant note* du nombre croissant de Parties d’autres pays ainsi que d’organisations qui participent comme observateurs aux réunions de la Conférence des Parties et des dépenses supplémentaires qui en résultent pour les Parties,

*Notant* que le niveau actuel du solde du Fonds d’affectation spéciale et la tendance haussière des soldes en fin d’exercice des arriérés des Parties ne permettent pas de prélever sur le solde du Fonds d’affectation spéciale pour contribuer au financement du budget actuel car cela pourrait avoir une influence défavorable sur les liquidités du Fonds,

*La Conférence des Parties à la*

*Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage*

1. *Confirme* que toutes les Parties devraient contribuer au budget adopté à l’échelle convenue par la Conférence des Parties conformément au paragraphe 4 de l’article VII de la Convention;
2. *Adopte* le budget pour la période 2024 - 2026 figurant à l’Annexe [ ] de la présente Résolution;
3. *Adopte* l’échelle des contributions des Parties à la Convention telle qu’elle figure à l’Annexe [ ] de la présente Résolution et *décide* d’appliquer cette échelle de façon proportionnelle aux nouvelles Parties;
4. *Approuve* que l’échelle des contributions comme figurant à l’Annexe [ ] ne sera pas ajustée à la baisse si de nouvelles Parties adhèrent à la Convention après l'adoption de la présente Résolution;
5. *Prie* les Parties tout particulièrement celles qui doivent payer un faible montant de contributions d’envisager de payer en un seul versement leurs contributions pour la période triennale;
6. *Prie instamment* toutes les Parties de s’acquitter de leurs contributions dès que possible de préférence avant la fin du mois de mars de l’année à laquelle elles se rapportent et si les Parties le souhaitent d’informer le Secrétariat si elles préfèrent recevoir une seule facture couvrant tout la période triennale;
7. *Constate* avec préoccupation qu’un certain nombre de Parties n’ont pas versé leurs contributions au budget principal pour l’année 2023 et les précédentes années dues le 1er janvier de chaque année ayant un impact défavorable sur la mise en œuvre de la Convention;
8. *Prie instamment* les Parties ayant des arriérés de coopérer avec le Secrétariat pour organiser le paiement de leurs contributions non réglées sans délai;
9. *Décide* d’établir le seuil d’éligibilité pour financer la participation des délégués aux réunions de la Convention à 0.200 pour cent sur le barème des quotes-parts des Nations Unies et en règle générale également d’exclure d’une telle éligibilité les pays de l’Union Européenne les pays européens qui ont une forte économie et/ou les pays qui ont des retards de paiement de trois ans ou plus;
10. *Décide* que les représentants des pays dont les arriérés de paiement sont de trois ans ou plus ne devraient pas exercer de fonction au sein des organes de la Convention et devraient se voir refuser le droit de vote, et *prie* le Secrétaire exécutif d’étudier avec ces Parties des approches innovantes pour identifier des financements possibles afin de régler leurs arriérés avant la prochaine réunion;
11. *Décide* que les Résolutions adoptées par la Conférence des Parties mettant en place entre autres des organes des mécanismes ou des activités qui ont des répercussions financières non prévues à l’Annexe [ ] sont tributaires des fonds disponibles provenant de contributions volontaires;
12. *Encourage* toutes les Parties à verser des contributions volontaires au Fonds d’affectation spéciale – MVL[[4]](#footnote-4) pour appuyer les demandes faites par les pays en développement de participer à la Convention et de contribuer à sa mise en œuvre pendant toute la période triennale;
13. *Invite* toutes les Parties à verser des contributions volontaires au Fonds d'affectation spéciale de la Convention – MSL[[5]](#footnote-5) pour financer le budget de base du Secrétariat;
14. *Prie* le Secrétariat de finaliserle Programme de travail pour la période intersession entre la COP14 et la COP15 pour aider les Parties à identifier les activités et projets clés en cours qui ne sont pas couverts par le budget de base qu’elles entendent financer;
15. *Encourage* les États qui ne sont pas Parties à la Convention ainsi que les organisations gouvernementales intergouvernementales et non-gouvernementales et d’autres entités à envisager de verser des contributions au Fonds d’affectation spéciale ou pour des activités spécifiques;
16. *Décide* que la Secrétaire exécutive, sous réserve de l’approbation du Comité permanent et dans les cas urgents avec l’approbation du Président du Comité permanent uniquement, est habilitée à dépenser ou à utiliser des fonds économisés sur l’exécution du budget de base et des fonds provenant de nouvelles Parties à la Convention pour des activités figurant dans le Programme de travail chiffré approuvé non couvertes par le budget de base;
17. *Décide* que la Secrétaire exécutive est habilitée à prendre les décisions relatives à la dotation en personnel nécessaires pour mettre en œuvre les priorités des Parties conformément au Programme de travail, à condition que les incidences de ces décisions puissent être couvertes par le budget existant*;*
18. *Encourage* la Secrétaire exécutive, conformément aux règles des Nations Unies, à utiliser les opportunités offertes par les postes vacants pour renforcer les capacités du Secrétariat dans les limites du budget assigné y compris en effectuant des changements structurels;
19. *Prie* la Secrétaire exécutive de préparer des propositions budgétaires sur le même modèle, notamment un tableau des effectifs indiquant les postes qui sont pourvus au sein du Secrétariat pour examen par de prochaines sessions de la Conférence des Parties, y compris, au minimum, un scénario de budget à croissance nominale zéro et un scénario de budget à croissance réelle zéro, en consultation avec le Sous-comité des finances et du budget;
20. *Invite* les Parties à examiner la possibilité de financer des Jeunes experts associés et/ou de fournir gratuitement du personnel ou des experts techniques au Secrétariat afin d’accroître ses capacités techniques;
21. *Adopte* le tableau des effectifs du Secrétariat, tel qu’il figure à l’Annexe [ ], utilisé à des fins de fixation des coûts pour établir le budget général;
22. *Demande* au Sous-Comité des finances et du budget du Comité permanent*:*

i) de se réunir un jour avant le début de chaque réunion ordinaire du Comité permanent et de mener leurs travaux intersessions par des moyens électroniques ou d’autres moyens;

ii) de travailler avec le Secrétariat pour préparer tous les documents financiers et budgétaires soumis à l’examen du Comité permanent ; et

iii) de fonctionner dans le cadre du mandat énoncé dans l’Annexe [ ] à la présente Résolution;

1. *Confirme* que le Secrétariat de la CMS continuera de fournir des services de secrétariat à l’Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique, du nord-est de l’Atlantique et des mers d’Irlande et du Nord (ASCOBANS), au Mémorandum d’entente sur la conservation et la gestion des tortues marines et de leurs habitats dans l’océan Indien et l’Asie du Sud-Est (MdE IOSEA), au Mémorandum d’entente sur la conservation des requins migrateurs (MdE Requins) et à l’Accord sur la conservation des gorilles et de leurs habitats (Accord Gorilla) pendant le prochain exercice triennal;
2. *Demande* au Directeur exécutif de l’ONU Environnement de continuer à intégrer différents aspects du Programme de travail de la Convention dans le Programme de travail du Programme des Nations Unies pour l'environnement et d’envisager selon qu’il convient de fournir un appui financier à des activités spécifiques de la CMS dans ce contexte;
3. *Demande* au Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de prolonger la durée du Fonds d’affectation spéciale de la Convention – MSL jusqu’au 31 décembre 2026;
4. *Approuve* le mandat pour l’administration du Fonds d’affectation spéciale tel qu’énoncé à l’Annexe [ ] de la présente Résolution pour la période allant de 2024 à 2026;
5. *Décide* que toutes les contributions au Fonds d’affectation spéciale seront réglées en euros;
6. *Décide également* que le fonds de roulement devrait être maintenu à un niveau constant d’au moins 15 pour cent des dépenses annuelles estimées ou de 500 000 USD, le plus élevé de ces deux montants étant retenu;
7. *Demande* au Secrétariat de surveiller attentivement les variations des taux de change et d’ajuster le niveau des dépenses selon que de besoin; et décide que le Secrétariat en dernier ressort peut demander au Comité permanent d’effectuer un prélèvement sur le Fonds d’affectation spéciale à titre exceptionnel; et
8. *Abroge* la Résolution 13.2, les contributions ordinaires des Parties servant à financer le budget 2021-2023 telles qu’établies à l’Annexe [ ] de la Résolution étant néanmoins conservées, et
9. *Remplace* la Résolution Ex.Cop1 budget intérimaire pour 2024, adoptée par la Conférence extraordinaire des Parties en décembre 2023.

**ANNEXE 5 (A)**

**BUDGET POUR LA PÉRIODE TRIENNALE 2024-2026**

[à compléter après l'adoption du budget]

**ANNEXE 5 (B)**

**CONTRIBUTIONS OBLIGATOIRES POUR LA CONVENTION**

**PENDANT LA PÉRIODE TRIENNALE 2024-2026**

[à compléter après l'adoption du budget ]

**ANNEXE 5(C)**

**MANDAT DU SOUS-COMITÉ DES FINANCES ET DU BUDGET**

1. *Composition du Sous-Comité:*

1. Le Sous-Comité des finances et du budget sera composé de membres du Comité permanent avec un représentant de pays provenant de chacune des régions de la CMS nommé par la région; et

b) Le Sous-Comité élit un Président parmi ses membres.

2. *Réunions et mode de fonctionnement du Sous-Comité:*

1. Le Sous-Comité se réunira en session close (c.-à-d. que seulement les membres du Sous-Comité les observateurs provenant de Parties et le Secrétariat pourront assister) un jour avant chaque réunion du Comité permanent; et

b) Les membres du Sous-Comité communiqueront par voie électronique entre les réunions du Comité permanent. À cette fin le Secrétariat établira un forum sur son site Web qui permettra aux membres de communiquer et d’échanger des documents qui pourraient être lus par des Parties non membres et qui feront connaître leurs vues à leur représentant régional auprès du Sous-Comité

3. *Responsabilités des membres du Sous-Comité:*

Les membres du Sous-Comité recueilleront et présenteront les vues de leur région en accomplissant leurs tâches et feront rapport à leur région.

4. *Responsabilités du Sous-Comité:*

Afin de remplir le mandat de la Résolution [ ], le Sous-Comité devra :

* + 1. de manière générale considérer tous les aspects financiers et budgétaires de la Convention et formuler des recommandations à l’adresse du Comité Permanent. Le Sous-Comité devra s’attacher principalement à assurer la solvabilité de la Convention tout en fournissant les services d’appui essentiels pour le fonctionnement efficient et efficace de la Convention;
		2. évaluer le programme de travail du Secrétariat et d’autres documents ayant des incidences budgétaires relativement:
			1. aux devoirs et responsabilités du Secrétariat énoncés dans le texte de la Convention; et
			2. à l’assurance que les activités entreprises par le Secrétariat au titre du budget approuvé soient en accord avec les Résolutions et Décisions de la Conférence des Parties;
		3. considérer les procédures administratives et d’autres aspects du financement et de la budgétisation de la Convention et formuler des recommandations visant à ce que les fonds soient utilisés avec plus d’efficacité;
		4. Utiliser l’information développée à travers les processus décrits dans les paragraphes a) à c):
1. préparer avec le Secrétariat tous les documents financiers et budgétaires à soumettre à l’examen du Comité Permanent;

ii) en outre développer le modèle de présentation du rapport afin d’assurer que les rapports financiers soient facilement compréhensibles et transparents et qu’ils permettent de prendre des décisions éclairées par rapport aux résultats financiers de la Convention;

iii) faire des recommandations au Comité Permanent sur tous les documents financiers et budgétaires et les propositions développées à travers ce processus; et

iv) par ailleurs aider le Comité permanent à donner un aperçu des questions financières et budgétaires y compris à préparer des documents pour les réunions de la Conférence des Parties;

* + 1. Tous les six mois le Secrétariat devra envoyer par voie électronique à tous les membres du Comité permanent un rapport qui identifie et explique toute dépense prévue qui dépasse le budget approuvé de plus de 20 pour cent pour la totalité des coûts de personnel ou s’il s’agit de coûts hors personnel pour chaque activité avec l’approche proposée pour gérer tout dépassement de coût prévu.

**ANNEXE 5(D)**

**MANDAT POUR L’ADMINISTRATION DU FONDS D’AFFECTATION SPÉCIALE POUR LA CONVENTION SUR LA CONSERVATION DES ESPÈCES MIGRATRICES APPARTENANT À LA FAUNE SAUVAGE**

1. Le Fonds d’affectation spéciale pour la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (auquel il est fait référence ici sous le nom de fonds d’affectation spéciale) devra être pérennisé sur une période de trois ans afin de soutenir financièrement les objectifs de la Convention.

2. La période financière durera trois années calendaires à partir du 1er janvier 2024 se terminera le 31 décembre 2026 et sera sujette à l’approbation de l’Assemblée des Nations Unies pour l’environnement.

3. Le fonds d’affectation spéciale continuera à être administré par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l’environnement.

4. L’administration du fonds d’affectation spéciale sera soumise à la régulation et aux règles financières des Nations Unies à la réglementation du personnel des Nations Unies ainsi qu’à d’autres politiques ou procédures administratives promulguées par le Secrétaire général des Nations-Unies.

5. Conformément aux règles des Nations Unies, le Programme des Nations unies pour l’environnement déduira des dépenses du Fonds d’affectation spéciale les frais administratifs s’élevant à 13 pour cent des dépenses pesant sur ce fonds pour ce qui est des activités que ce fonds finance.

6. Les ressources financières du fonds d’affectation spéciale pour 2024-2026 proviendront:

1. des contributions faites par les Parties en référence à l’Annexe [ ] y compris les contributions des nouvelles Parties; et
2. d’autres contributions des Parties ainsi que des subventions des Etats qui ne sont pas des Parties à la Convention de même qu’en provenance d’autres organisations gouvernementales intergouvernementales et non-gouvernementales ou d'autres sources.

7. Toutes les contributions au fonds d’affectation spéciale devront être payées en euros. Concernant les contributions des Etats qui deviennent Parties après le début de la période financière la contribution initiale (au premier jour du troisième mois après dépôt de l’instrument de ratification son acceptation ou acquisition jusqu’à la fin de la période financière) sera déterminée au prorata des contributions des autres Etats Parties et sera au même niveau que celui qui est appliqué sur l’échelle d’évaluation des Nations Unies – mesure appliquée occasionnellement. Cependant si la contribution d’une nouvelle Partie déterminée sur cette base devait être supérieure à 22 pourcent du budget la contribution de cette Partie devra être égale à 22 pourcent du budget de l’année financière au cours de laquelle la Partie a rejoint la Convention (ou au pro rata pour une année incomplète). L’échelle des contributions de toutes les Parties devra alors être revue par le Secrétariat le 1er janvier de l’année suivante. Les contributions devront faire l’objet de versements annuels. Les contributions seront dues les 1er janvier 2024 2025 et 2026.

8. Les contributions devront être versées sur le compte des Nations Unies sur la base de la facture fournie par le Programme des Nations unies pour l’environnement.

9. Dans l’intérêt des Parties pour chacune des années de la période financière le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement doit dès que possible notifier les Parties à la Convention du montant de leur contribution.

10. Les contributions reçues dans le fonds d’affectation spéciale qui ne sont pas immédiatement destinées à financer des activités doivent être investies à la discrétion des Nations Unies et tout revenu doit être crédité au fonds d’affectation spéciale.

11. Le fonds d’affectation spéciale sera sujet à audit par le comité des commissaires aux comptes des Nations Unies.

12. Les budgets estimés devant couvrir les revenus et dépenses de chacune des trois années calendaires constituant la période financière préparés en euros devront être soumis à la réunion de la conférence des Parties à la Convention.

13. Les estimations pour chacune des années calendaires couvertes par la période financière devront être divisées en sections et objets de dépenses devront être spécifiées en fonction des lignes de dépenses devront inclure des références aux programmes de travail auxquels elles sont apparentées et devront être accompagnées de certaines informations comme cela peut être requis par les contributeurs ou en leur nom ainsi que d’autres informations que le Directeur exécutif de l’ONU Environnement aura estimées utiles et recommandables. En particulier les estimations devront aussi être faites par programme de travail pour chacune des années calendaires les dépenses devant être spécifiées pour chaque programme de façon à ce qu’elles correspondent aux sections objets de dépenses et lignes budgétaires décrites dans la première phrase du présent paragraphe.

14. Le budget proposé avec toutes les informations nécessaires, notamment un tableau des effectifs du Secrétariat à des fins de fixation des coûts pour établir le budget général, sera transmis par le Secrétariat à toutes les Parties au moins 90 jours avant la date fixée pour l'ouverture de la réunion ordinaire de la conférence des Parties au cours de laquelle il sera examiné.

15. Le budget sera adopté par un vote unanime des Parties présentes et votantes à cette conférence des Parties.

16. Dans l’éventualité où le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement estimerait que les ressources pourraient être insuffisantes pour couvrir la totalité de la période financière le Directeur exécutif devra consulter le Secrétariat qui devra demander conseil au Comité permanent quant à ses priorités pour les dépenses.

17. On ne peut engager les ressources du fonds d’affectation spéciale que si elles sont couvertes par des revenus suffisants au niveau de la Convention.

18. À la demande du Secrétariat de la Convention après conseil du Comité permanent le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement doit de manière compatible avec les règles et la régulation financières des Nations Unies faire les transferts nécessaires d’une ligne de budget à l'autre. À la fin de la première année calendaire de la période financière le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement peut transférer tout solde restant des dotations à la deuxième année calendaire à condition que l’ensemble du budget approuvé par les Parties ne soit pas dépassé sauf consentement spécifique par écrit du Comité permanent.

19. À la fin de chaque année calendaire[[6]](#footnote-6) le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement devra soumettre aux Parties par le biais du Secrétariat de la CMS les comptes de fin d’année. Le Directeur exécutif devra aussi soumettre dès que possible les comptes audités pour la période financière. Ces comptes devront inclure tous les détails des dépenses réelles comparées aux provisions d’origine pour chaque ligne de budget.

20. Ces rapports financiers qui doivent être soumis par le Directeur exécutif du Programme des Nations unies pour l’environnement seront simultanément transmis par le Secrétariat de la Convention aux membres du Comité permanent.

21. Le Secrétariat de la Convention devra fournir au Comité permanent une estimation des dépenses proposées pour l'année à venir simultanément à ou dès que possible après la distribution des comptes et des rapports auxquels il est fait référence dans les paragraphes précédents.

22. Le présent mandat sera en vigueur du 1er janvier 2024 au 31 décembre 2026.

**ANNEXE 5 (E)**

**PROGRAMME DE TRAVAIL POUR LA PÉRIODE INTERSESSION**

**ENTRE LA COP14 ET LA COP15**

[[à compléter après l'adoption du budget]

**ANNEXE 6**

**PROGRAMME DE TRAVAIL PROPOSÉ**

**POUR LA PÉRIODE INTERSESSIONS ENTRE LA COP14 ET LA COP15**

[téléchargé séparément]

1. Mémorandum d'entente sur la conservation et la gestion des tortues marines et de leurs habitats dans l'océan indien et l'Asie du Sud-Est [↑](#footnote-ref-1)
2. Mémorandum d’entente sur la conservation des requins migrateurs [↑](#footnote-ref-2)
3. Accord sur la conservation des petits cétacés de la mer Baltique, du nord-est de l’Atlantique et des mers d’Irlande et du Nord [↑](#footnote-ref-3)
4. Fonds général d’affectation spéciale de contributions volontaires destiné à appuyer la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) [↑](#footnote-ref-4)
5. Fonds d’affectation spéciale destiné à appuyer la Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage (CMS) [↑](#footnote-ref-5)
6. L'année calendaire du 1er janvier au 31 décembre est l’année de l’exercice comptable et financier mais la clôture officielle des comptes est le 31 mars de l'année suivante. Ainsi, le 31 mars, les comptes de l'exercice précédent doivent être clos et ce n’est qu’alors que le Directeur exécutif peut présenter les comptes de l’année civile précédente. [↑](#footnote-ref-6)